



L'Espagne relit « Don Quichotte »

Adapté pour la première fois en espagnol actuel, le classique de Cervantes est redevenu, comme au XVII^e siècle, un best-seller. **PAGE 3**



Musicien, métier à risque

L'ONG Freemuse est l'une des trop rares voix qui dénoncent les sévices subis par ces artistes à travers le monde. **PAGES 4-5**

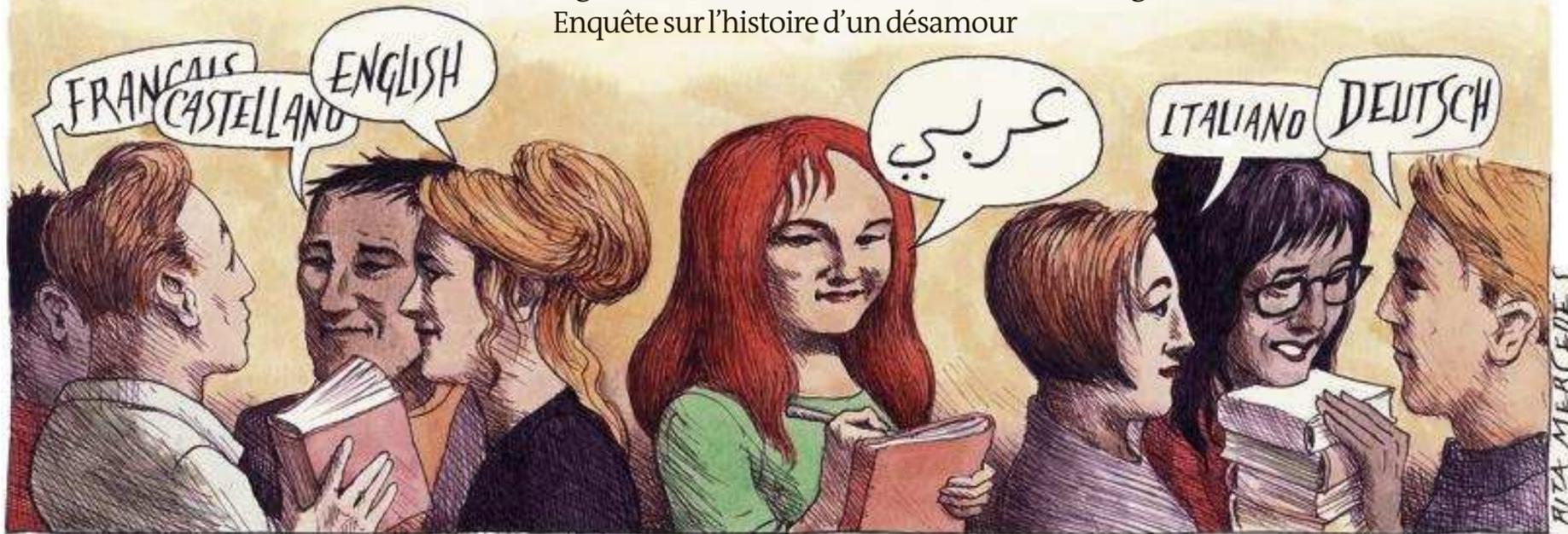


Mona Eltahawy, féministe et musulmane

La journaliste américano-égyptienne appelle les femmes du Moyen-Orient à une révolution sexuelle. **PAGE 6**

L'arabe au ban de l'école

La deuxième langue de France est aussi l'une des moins enseignée.
Enquête sur l'histoire d'un désamour



FLORENCE AUBENAS

Jörn Cambreleng raconte très bien comment il a pris sa première leçon d'arabe, benoîtement, sans le faire exprès. Ça remonte à 2009, sa nomination à Arles comme directeur du Collège international des traducteurs littéraires. Là s'organise notamment un concours pour les lycéens de la région en anglais, espagnol, italien, allemand et provençal. Traducteur lui-même, Cambreleng demande : Et l'arabe ? La deuxième langue du pays, parlée par plus de 3 millions de personnes ? Il se renseigne, ne trouve pas beaucoup plus de cours d'arabe dans les écoles alentour que de traducteurs de cette langue en sa maison. Rien d'étonnant : en France, l'éducation nationale en recense 7 600 élèves pour le secondaire, bien moins qu'en chinois (21 000) ou en russe (15 000).

Dans son institution, Cambreleng envisage comme une blague de remplacer le provençal par l'arabe. Il a gardé le provençal, bien sûr. Mais rajouté l'arabe. Résultat : 25 inscrits, un score que personne n'attendait. Pendant ce temps, à Prunelli-di-Fiumorbo, en Corse, la kermesse de l'école prévue le 26 juin a été annulée : des institutrices voulaient faire chanter *Imagine*, de John Lennon, dans les cinq langues parlées par les enfants du village – anglais, espagnol, corse, français et arabe. Arabe ? Les enseignantes ont été menacées par certains parents d'élèves. « En France, un statut spécial semble réservé à l'arabe, constate le philosophe Tzvetan Todorov. Mais alors de quoi est-il la langue ? »

Parler arabe, c'est avant tout parler politique. A l'Assemblée, la place de cette langue dans les programmes scolaires suscite chaque année une pellette de questions écrites, toujours les mêmes, sur un ton éternellement courroucé : son apprentissage serait un danger pour l'intégrité nationale, un frein à l'intégration, voire un facteur de délinquance ou de communautarisme, débat encore éperonné par l'élection de deux députés FN. « Une langue suspecte », résume Richard Jacquemond, professeur de littérature arabe moderne à l'université Aix-Marseille. Lui se souvient de cet écrivain libanais invité à Aix en 2002 et qui avait reçu à l'hôtel un fax de son fils en arabe. La police avait débarqué à 6 heures.

« Cette place ambiguë s'explique notamment par une histoire coloniale mal connue », dit Alain Messaoudi, historien. Dans un livre passionnant, *Les Arabisants et la France coloniale* (ENS Editions, 558 p., 34 €), il raconte comment s'est forgé notre passé trouble avec l'arabe. Peut-être est-ce dans l'éducation nationale que se lisent le plus clairement les

aventures d'une langue oscillant entre la gloire et la honte, les deux cohabitant parfois. Avant la première guerre mondiale, la France commence par miser en Algérie sur des « officiers arabisés, y prenant langue et femme, par pragmatisme au fond, parce qu'il faut connaître l'idiome pour tenir un pays », avance Messaoudi. La République s'entichait d'orientalisme, fournissant des moyens, des savants, des écoles où s'enseignent les deux arabes, celui qui se parle – le maghrébin dialectal – et celui qui s'écrit – le littéraire, langue ancienne qui a toujours cours.

Mais, après 1918, c'est comme si les Français d'Algérie n'avaient déjà plus foi en leur avenir là-bas. Aucun ne le dit. Pourtant, leur attitude l'induit : ils n'inscrivent plus leurs enfants au cours d'arabe. A quoi bon ? Ils se sont repliés dans les villes, entre soi, inquiets d'un pays dont ils s'éloignent, blottis dans un patriotisme que la guerre a fouetté. L'arabe ne leur paraît plus un appel, plutôt une menace. Une « politique de désarabisation » commence : démembrement des écoles, disparition de la langue aux concours de Saint-Cyr ou de Polytechnique.

**L'éducation nationale recense
7 600 élèves en arabe pour
le secondaire, bien moins
qu'en chinois (21 000)
ou en russe (15 000)**

Année scolaire 1961-1962, au lycée El Biar, à Alger : c'est la dernière rentrée des classes en Algérie française, mais qui le sait ? Voilà une petite décennie que des cours d'arabe ont repris, massivement, sursaut affolé pour faire place – enfin – aux « élèves musulmans » et aux aspirations d'indépendance. Bruno Halff, jeune agrégé, vient d'arriver, c'est son premier poste. Il a étudié l'arabe à Paris par goût, du dandysme presque, comme on s'essaierait à l'escrime. Dans Alger, il ressemble à Fabrice Del Dongo, le héros de Stendhal, à Waterloo : « Je me promenais, Le Canard enchaîné sous le bras, totalement inconscient, sans comprendre pourquoi on s'entêtait à rester là. On a tous fini par reprendre le bateau quand le prof de gym a été assassiné. » Le voila affecté à Digne, où des familles algériennes s'étaient réfugiées. Elles sont déjà reparties. « Il restait deux élèves, pas dans la même classe. »

LIRE LA SUITE PAGE 7

CÉLINE

53 AVENUE MONTAIGNE PARIS

La double vie de la langue arabe

L'enseignement de l'arabe prospère dans les grandes écoles, les lycées internationaux, les régions sans immigration. Ailleurs en France, il est souvent l'objet d'un violent rejet de la part des responsables d'établissement ou des parents d'élèves

SUITE DE LA PAGE 1

La France veut alors oublier les colonies, le Maghreb. Le certificat d'aptitude en arabe (futur Capes) disparaît, l'islamologie ou les ouvrages en librairie aussi. «*Les arabisants étaient mal vus, suspectés d'avoir été engagés dans le projet colonial, surtout les enseignants rapatriés, qui s'étaient peu manifestés pour l'indépendance*», reprend Alain Messaoudi. Parler l'arabe, c'est parler la honte, au point que certaines familles rapatriées font croire à leurs enfants qu'elles discutent en anglais quand elles prononcent trois mots de là-bas. Bruno Halff se souvient surtout de son sentiment de rage alors. Et de sa décision : devenir acheteur de casseroles pour les Nouvelles Galeries.

Aujourd'hui, les arabisants forment un petit cercle qui adore se chamailler entre les universités, les écoles ou l'Inalco (les Langues O), mais tombe d'accord dès qu'il s'agit de défendre «*l'enjeu historique de l'enseignement de l'arabe*» et de protester contre son délaissement par l'éducation nationale. Joseph Dichy est l'un des plus actifs, signant régulièrement des tribunes. A l'université Lumière-Lyon-II, son cursus commence par une voie dédoublée qui se rejoint au master, comme si l'arabe n'était pas un mais deux : d'un côté les francophones, surtout de jeunes «*beurs*» ; de l'autre les arabophones, de familles souvent bourgeoises, venus étudier en France. Pas le même milieu, pas le même arabe. Cette double vie d'une langue, Dichy la connaît bien. En fait, il l'a vue naître.

Dichy a grandi au Liban et atterri en France en 1974. Avec le premier choc pétrolier, l'année précédente, l'arabe est en plein boum. Tout le monde en demande, jusqu'aux cadres supérieurs missionnés en Libye ou en Irak. Surtout, le monde arabe est devenu le centre de la terre, l'espoir paraît se jouer au Proche-Orient. «*Quand j'étudiais l'arabe aux Langues O, on nous recommandait de lire L'Avenir, un journal libanais, raconte de son côté Gabriel Martinez-Gros, spécialiste du monde musulman médiéval. Le prof nous pressait : dépêchez-vous de l'acheter, il en vient peu d'exemplaires, et Paris compte 15000 Arabes.*» Martinez-Gros s'était étonné : «*15 000 ? Mais il y a 300 000 Algériens !*» Le prof avait ri. Le Maghreb ? «*Il le voyait comme un peuple de villageois, trempé de bigoterie et traversé de parlers locaux.*» L'arabe noble, pour lui, était d'Orient, grande culture, langue littéraire. Les étudiants français sont envoyés à Damas ou à Beyrouth. Au Maghreb, on n'y pense pas, ou plus. Dans les grands lycées, Massenat à Nice, Montaigne à Bordeaux ou Henri-IV à Paris, des classes s'ouvrent avec exaltation. En France, la langue du Maghreb a fait place à une langue étrangère fascinante et savante.

« Ce n'est pas tant l'arabe qui est méprisé que ceux qui le parlent »

DOMINIQUE CAUBET
 professeure à l'Inalco

Coïncidence de date, ces années-là sont celles où paraît le décret sur le regroupement familial, déclenchant une vague de naissances d'enfants de l'émigration à partir de 1976. «*Le système scolaire n'était pas adapté pour eux, au sens culturel et social*», dit Bruno Levallois, alors inspecteur régional d'arabe. On les y accueille toutefois avec dévouement. «*Les parents parlaient de retour, on y croyait tous, sans rien d'idéologique*, continue Levallois. On revendiquait de leur apprendre l'arabe pour qu'ils reviennent chez eux bien armés.» Des cours ouvrent, un peu partout. Entre les classes chics du centre-ville et celles des quartiers populaires, une dynamique s'installe. En 1980, on compte plus de 22 000 élèves dans le secondaire, contre 373 en 1972.

Il ne faut pas longtemps pour que les digues lâchent. Les revendications d'une nouvelle génération, la Marche des beurs en 1983 annoncent une autre réalité : l'émigration n'est pas une parenthèse, personne ne va repartir au bled. On va vivre ici, tous ensemble. Place de la Concorde, en 1985, le groupe Carte de séjour chante *Douce France*, devant 300 000 personnes. Ça commence par siffler. D'un coup, la cul-

À LIRE
« LES ARABISANTS ET LA FRANCE COLONIALE. 1780-1930 »
 d'Alain Messaoudi
 (ENS Lyon, 558 p., 34 €).



ture arabe est devenue une affaire intérieure. «*Intime*» serait même un terme plus juste.

Dans l'éducation nationale, «*on a vu des scènes terribles, même s'il ne faut pas généraliser*», se souvient Bruno Levallois. Des cours d'arabe sont supprimés dans les quartiers populaires. Des chefs d'établissement se saluent d'un joyeux : «*Bonne nouvelle, je ferme l'option arabe.*» Dans le Nord, un proviseur décide pourtant d'en ouvrir une. Le prof arrive, un Marocain, agrégé. Ses collègues l'ont chassé, syndicalistes en tête, répétant avec un naturel effrayant : «*S'ils veulent rester chez nous, qu'ils deviennent comme nous. En France, on parle français.*» Vers Dijon, un cours est supprimé parce que des «*élèves discutent dans leur langue à la récré*». L'arabe s'est remis à faire peur.

Récemment, l'inspection académique s'est inquiétée qu'aucun enseignement d'arabe n'existe dans le sud de Paris. Sept collègues sont choisis. Sept lettres envoyées. Sept refus en réponse. «*Vous voulez m'attirer la racaille ?*, commente un proviseur. *Sans compter que j'ai des élèves juifs... Je ne tiens pas à importer l'Intifada.*» Il réfléchit. «*Au fait, ne me citez pas.*»

L'ouverture ou non d'une option dépend aujourd'hui «*largement du chef d'établissement : s'il est hostile ou intéressé*», dit Brigitte Trincard-Tahhan. Son dernier poste était à Champigny-sur-Marne, en banlieue parisienne. «*Les élèves eux-mêmes avaient intégré la dévalorisation de la langue, y compris ceux ayant des liens avec le Maghreb.*» Ils la chahutent : «*Madame, vous ne devez pas avoir le bac pour faire arabe ?*» Elle est une des rares agrégés du lycée. Les parents s'interrogent. «*Pourquoi a-t-elle choisi cette spécialité ? Est-elle convertie ?*» La majorité des élèves préfèrent éviter les cours d'arabe ou même un lycée privé musulman, «*qui les marquerait au fer rouge*», s'affolent des familles. Il n'y en a d'ailleurs pas plus de quatre ou cinq en France. Les parents veulent que leurs enfants parlent anglais ou allemand, «*comme tout le monde*».

Paradoxalement, toute ouverture de cours dans une région sans immigration déclenche un engouement, relève Joseph Dichy. La langue prospère dans les grandes écoles, les lycées internationaux. Au Quai d'Orsay, connaît l'arabe est une manière de rejoindre l'aristocratie du ministère et la prestigieuse direction du Moyen-Orient. «*Des beurs postulent parfois au concours d'entrée, raconte un diplomate. La plupart se plantent, surtout à cause de la*

culture générale. Ici, ce sont les fils de bonne famille qui réussissent.»

En fait, «*ce n'est pas tant l'arabe qui est méprisé que ceux qui le parlent*», estime Dominique Caubet. Professeure à l'Inalco, elle s'est peu à peu transformée en «*militante*», dit-elle. Elle partait d'un constat simple : parler l'arabe maghrébin chez soi n'aide pas à l'école, où le littéraire est enseigné. «*Les profs passent leur temps à corriger les élèves, les plongeant dans une insécurité linguistique. Donc ils prennent la fuite.*» Son combat va consister à faire reconnaître l'arabe maghrébin dans l'éducation nationale, au bac d'abord, en épreuve facultative. Elle triomphe en 1999 : 10 111 candidats, quatre fois plus qu'en littéraire. L'option est supprimée l'année suivante. «*Première baffé*», enregistre Caubet. Quand le master en arabe maghrébin capote aussi, elle s'investit dans la «*société civile*», où le couscous est devenu le plat préféré des Français. Tomber la chemise, de Zebda, rivalise désormais avec *La Danse des canards*, et «*kiffer*» peuple les conversations courantes.

Depuis, Dominique Caubet est devenue «*coach linguistique*» pour Reda Kateb ou Roschdy Zem, invariablement choisis pour des rôles dont ils maîtrisent en réalité peu la langue. D'autres courants d'émigration, italiens ou portugais, avaient aussi une relation équivalente à la culture d'origine, la fuyant et l'encensant tout à la fois. Mais en France, «*le rejet de l'arabe est si profond qu'il produit un resserrement : la religion et la langue ne disparaissent pas. Au contraire, elles s'embrasent*», reprend Bruno Levallois. Alors on bascule dans un maquis de cours privés et d'associations, laïques ou pas. Le chiffre de ceux qui y étudient l'arabe donne le vertige : 65 000 personnes, au moins.

De façon inattendue, un linguiste a paisiblement affirmé ce qu'aucun politique n'aurait le courage de répéter en public : et si parler arabe était parler terroir, une langue de France comme le corse ou l'occitan ? Sollicité pour adhérer à la charte des langues régionales et minoritaires du Conseil de l'Europe 1999, Paris a en effet chargé Bernard Cerquiglini de les recenser. Sa liste en inventorie soixante-quinze – la plupart régionales, dont cinquante outre-mer. Cinq relèvent d'une autre catégorie, «*implantées après des mouvements de population anciens*», comme le judéo-espagnol et ses douze locuteurs, ou l'arabe dialectal, parlé jadis «*par de nombreux citoyens français d'Afrique du Nord*», note Cerquiglini,

lâchant cette reconnaissance du passé colonial comme si de rien n'était. «*Un symbole fort, bizarrement peu médiatisé*, relève le chercheur Alain Messaoudi. *Sans doute parce qu'il reste insupportable à une partie de l'opinion.*» Le Conseil constitutionnel a invalidé la liste Cerquiglini, contraire à «*l'unicité du peuple français*» et à sa langue.

«*On demande à nos partenaires dans le monde de reconnaître leur dimension francophone*», s'étonne Xavier North, qui avait porté la charte en tant que délégué général à la langue française et aux langues de France. «*Mais comment faire accepter l'inverse, notre arabophonie ? Il paraît plus facile de faire entrer Assia Djebar à l'Académie française que l'arabe dans un lycée.*» Chargé d'un rapport sur le sujet, un diplomate poursuit : «*Le long chemin de courage politique serait de voir l'arabe en nous. Mais cela ne va pas de soi : il faut choisir de penser comme ça. Ce monde n'est pas seulement notre voisin : il est notre cercle, notre avenir. Or nous restons dans un trou noir par peur d'être grondés par les tenants d'une francité farouche.*» A l'éducation nationale, les rapports s'empilent, le plus fameux restant celui de Jacques Berque, orientaliste au Collège de France, qui voyait en ces enfants de l'immigration «*une loupe sur les faiblesses de notre coutume scolaire : pas un problème technique, mais mental, social. (...) Les traiter en contributeurs à notre identité culturelle n'est ni les fondre ni les dissocier en les bloquant sur leurs traits distinctifs. Les assumer n'est pas faire éclater l'école ou notre culture, mais une invitation à remettre en route un imaginaire politique.*» Le texte a été remis en 1985. Le ministre a changé l'année suivante, son successeur a lui-même commandé un autre rapport, avant d'être...

Finalement, Bruno Halff, le jeune agrégé qu'on évoquait en début d'article, n'est pas tombé dans les casseroles aux Nouvelles Galeries. Il a grimpé dans l'éducation nationale. Retraité, il pourrait parler de l'arabe des heures, passionnant sur l'âge le plus propice où enseigner le dialectal et le littéraire. On l'interroge peu là-dessus. Il s'interrompt. «*Je vous ennuie, non ?*» On lui parle plutôt du halal à la cantine ou du voile à la fac, porté par les deux tiers des étudiantes en arabe. «*J'étais un technicien de la langue, je me suis retrouvé à gérer des problèmes d'émigration*», dit Halff. Il a pris une nouvelle décision. Il se met au breton. ■

FLORENCE AUBENAS